

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 03/10/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Assistance Dépannage Réparation Royannais (ADRR)

62 rue François Arago
17200 Royan

Références : 0100294259/2025/499
Code AIOT : 0100294259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement Assistance Dépannage Réparation Royannais (ADRR) implanté au 62 rue François Arago 17200 Royan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à plusieurs plaintes reçues concernant les activités du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Assistance Dépannage Réparation Royannais (ADRR)
- 62 rue François Arago 17200 Royan
- Code AIOT : 0100294259
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société ADRR exerce une activité de dépannage et de fourrière automobile. Elle dispose d'un agrément délivré par la préfecture. Un changement de propriétaire a été réalisé en mai 2024.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2 et L.541-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ADRR n'est pas une installation classée et ses activités ne relèvent pas de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutefois une trentaine de véhicules hors d'usage (déjà présents sur le site avant le changement de propriétaire) est toujours présente sur le site. Ces véhicules hors d'usage doivent être évacués vers une installation autorisée à les accueillir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, nécessite une autorisation préfectorale simplifiée (enregistrement) dès lors que la surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m²</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ADRR exerce une activité de dépannage et de fourrière automobile. Monsieur TRICARD, gérant de l'entreprise, a racheté la société le 16 mai 2024. Il est bénéficiaire d'un agrément de gardien de fourrière automobile n°F17015 délivré par la préfecture de la Charente-Maritime le 18 juin 2025.</p>

<p>L'inspection constate la présence d'un atelier de réparation de véhicules, dans lequel 2 employés sont présents.</p> <p>L'inspection constate que les véhicules concernés par l'activité de fourrière sont stockés à l'arrière du bâtiment, en extérieur, sur sol perméable lorsque les véhicules ne présentent pas de risque de fuite, et sur dalle béton lorsque l'état du véhicule peut entraîner un risque de pollution. Les eaux de ruissellement de la dalle béton sont orientées vers un déshuileur.</p> <p>Le gérant indique à l'inspection que les véhicules entrant sur son installation dans le cadre de l'activité fourrière sont évacués dans les deux semaines maximum.</p> <p>Ceux d'entre eux qui sont destinés à la destruction sont évacués dès que 8 véhicules sont prêts à partir. Le centre VHU OPAL situé à Moragne, se charge de l'enlèvement de ces véhicules.</p> <p>Les véhicules en cours de procédure judiciaire et en attente de décision sont entreposés dans le hangar situé sur la parcelle CI505.</p> <p>Au fond de la cour du garage, sur la parcelle CI801, l'inspection constate la présence d'environ 25 à 30 véhicules qui peuvent être qualifiés d'hors d'usage.</p> <p>Certains n'ont plus de plaque d'immatriculation et quelques autres (6) ont été détruits par un incendie et sont superposés sur deux piles d'environ 3m de haut chacune au fond de la parcelle.</p> <p>Le gérant explique à l'inspection qu'il a « hérité » de ces VHU lors de l'achat de l'entreprise puisqu'ils étaient déjà présents. Il ne possède aucun document de propriété de ces véhicules (carte grise) et certains n'ont plus de plaques d'immatriculation.</p> <p>Il précise que depuis mai 2024, il a réussi à évacuer une quinzaine de VHU mais qu'il n'arrive pas à évacuer ceux qui restent car les centres VHU refusent de les reprendre, faute d'identification.</p> <p>Les activités exercées par la société ADRR (dépannage et fourrière automobile) ne relèvent pas de la nomenclature des installations classées au titre du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant doit faire évacuer l'ensemble des véhicules hors d'usage situés au fond de la parcelle CI801 auprès d'un centre VHU agréé dans un délai de 6 mois maximum et transmet à l'inspection tout document justifiant de cette évacuation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2 et L.541-3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.541-2: Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p>

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

L.541-3: I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. (...)

Constats :

L'inspection indique à l'exploitant qu'elle a eu l'information qu'un incendie a eu lieu sur le site en juin 2024. Elle interroge l'exploitant sur la gestion des déchets issus de cet incendie.

L'exploitant confirme à l'inspection qu'un incendie a bien eu lieu en juin 2024, suite au brûlage de cartons mal surveillé. Le feu a commencé à se propager sur le bâtiment situé au fond de la parcelle C1945 avant d'être maîtrisé.

L'exploitant indique que l'ensemble des déchets générés par l'incendie ont été évacués par les sociétés Rouvreau et THOMAS.

Aucun déchet relatif à cet incendie n'est constaté sur le site.

L'inspection constate la présence d'une plateforme calcaire récente le long du bâtiment incendié qui a fait l'objet de travaux de réparation.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 10 septembre 2025, deux factures de la société Rouvreau, datées des 11 et 19 juin 2024 pour l'évacuation des déchets ainsi qu'une facture de COREIA TP du 18 juin 2024 pour les travaux de terrassement et de l'entreprise SARL Adrien et Joel THOMAS du 20 décembre 2024 pour une nouvelle évacuation de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite